

RAPPORT N° 2024/6-22
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET : ACQUISITION DE MOBILIERS ET MATERIELS SPECIFIQUES POUR LA FUTURE MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE DU CHAUDRON (PRINCESSE NIAMA) – AUTORISATION DE SIGNER LES LOTS 1 ET 7, PASSES EN APPEL D'OFFRES

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

Dans le cadre du projet de construction de la Médiathèque Intercommunale du Chaudron, une procédure de mise en concurrence a été initiée en appel d'offres ouvert (articles R.2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique), pour le lot 1 – Rayonnages (estimé à 178 365 € HT), et le lot 7 Gradins et estrade (estimé à 134 000 € HT)

Les autres lots qui ne font pas objet de la présente procédure d'appel d'offres, seront mis en concurrence selon la procédure distincte dite des « petits lots » de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Aussi, le présent rapport concerne les lots 1 et 7 faisant l'objet d'un appel d'offres ouvert.

Le lot 1 a pour objet l'acquisition, la livraison, le montage et l'installation de rayonnages, et de bacs à album et BD
Le lot 7 a pour objet l'acquisition, la livraison, le montage et l'installation de gradins d'environ 40 places, et d'une estrade afin d'équiper sa salle polyvalente destinée à accueillir différents événements culturels tels que des lectures de contes, des représentations théâtrales, des conférences et d'autres activités diverses.

Le délai maximal d'exécution du marché est fixé à 120 jours.

L'avis de marché transmis pour publication fixe la date limite de remise des offres au 29 novembre 2024 à 12 heures locales.

Lors de l'ouverture des plis effectuée par les services, une seule offre a été enregistrée pour chacun des lots, de la part de la société ABCD (AGENCEMENT BUREAU CONCEPTION DECORATION)

Après avoir vérifié que le candidat a remis l'ensemble des pièces de candidature exigées au règlement de la consultation et après examen, la commission d'appel d'offres a jugé le candidat dispose des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles satisfaisantes, et a agréé sa candidature.

Au vu du rapport de l'analyse des offres et après examen de l'offre au regard des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (prix : 50 % ; valeur technique : 35% ; performance environnementale : 15 %), la Commission d'Appel d'Offres en séance du 04 décembre 2024 a décidé d'attribuer les lots comme suit :

Lot 1 : attribué au candidat ABCD pour un montant de 142 637,64 € TTC

CLASSEMENT	MONTANT DE L'OFFRE EN € TTC	Note globale
Attributaire	142 637,64	8.95

Lot 7 : attribué au candidat ABCD pour un montant de 108 668,73 € TTC

CLASSEMENT	MONTANT DE L'OFFRE EN € TTC	Note globale
Attributaire	108 668,73	8.95

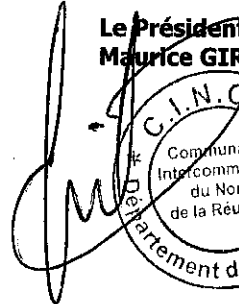

Les dépenses relatives à ce marché seront imputées comme suit :
Budget principal (section d'investissement – CS 1702 - compte 21848)

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-22-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

- Approuver les pièces constitutives des lots 1 et 7 d'acquisition de mobiliers et matériels spécifiques pour la Médiathèque Intercommunale du Chaudron ;
- Autoriser le Président à signer le lot 1 conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres avec l'entreprise ABCD pour un montant de 142 637,64 € TTC
- Autoriser le Président à signer le lot 7 conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres avec l'entreprise ABCD pour un montant de 108 668,73 € TTC

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**


**DECISION N° 2024/6-22
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET : MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE DU CHAUDRON – PRINCESSE NIAMA – AUTORISATION
DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES LOTS 1 ET 7 PASSES EN APPEL D'OFFRES**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-22 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-22-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1 :

- D'approuver les pièces constitutives des lots 1 et 7 d'acquisition de mobiliers et matériels spécifiques pour la Médiathèque Intercommunale du Chaudron

ARTICLE 2 :

- D'autoriser le Président à signer le lot 1 conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres avec l'entreprise ABCD pour un montant de 142 637,64 € TTC

ARTICLE 3 :

- D'autoriser le Président à signer le lot 7 conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres avec l'entreprise ABCD pour un montant de 108 668,73 € TTC

Nombre de votants : 15

Suffrages exprimés : 15

Vote pour : 15

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **23** DEC 2024

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

